

l'Afrique du Sud, le score honorable de la DTA, ainsi que les luttes d'influence au sein de la SWAPO, partagée entre courants divergents, peuvent augurer de la mise en place

d'une « realpolitik », tout au moins dans les premiers temps de l'indépendance prévue pour le 1<sup>er</sup> avril 1990.

Résultats définitifs des élections namibiennes (7 - 11 novembre 1989)

Partis	Suffrages	Sièges
ACN	23 728	3
CDA	2 495	0
DTA	191 532	21
FCN	10 452	1
NNDP	984	0
NNF	5 344	1
NPF	10 693	1
SWAPO-D	3 161	0
SWAPO	384 567	41
UDF	37 874	4
Totaux	670 830	82

*Le devenir des recherches africaines  
en Union soviétique :  
regards sur l'Institut d'Afrique*  
par Martin VERLET\*

Notre propos n'est pas de dresser un bilan d'ensemble des recherches sur l'Afrique en Union soviétique. Nous entendons, de façon plus limitée, marquer quelques points de repères, révéler quelques caractéristiques et tendances fondamentales, éclairer les perspectives qui semblent aujourd'hui s'ouvrir à un renouvellement des approches et des champs scientifiques. Nous porterons une attention particulière à l'Institut d'Afrique de Moscou. Celui-ci est de création relativement récente. Lors d'un voyage en URSS, en 1958, W.E.B. Du Bois, le « père du panafricanisme », aurait convaincu les dirigeants soviétiques de la nécessité de créer une institution scientifique spécialisée dans la connaissance des sociétés africaines contemporaines. En octobre 1959,

l'Académie des sciences, prend la décision d'ouvrir l'Institut de l'Afrique, organisme de recherche autonome placé sous sa directe responsabilité. Dès 1960, l'Institut voit le jour, son premier directeur étant une personnalité reconnue du monde scientifique, Ivan Potekhin. Sa naissance intervient dans le premier mois d'une année qui sera qualifiée, à l'échelle internationale d'*année de l'Afrique*, c'est-à-dire au moment du passage accéléré de la majorité des pays d'Afrique à la souveraineté internationale. On observera qu'à la même époque les études africanistes connaissent un soudain essor aux États-Unis.

L'Institut d'Afrique vient de fêter, à Moscou, son 30<sup>e</sup> anniversaire et, à cette occasion, il est intéressant de réfléchir au devenir des recherches sur les sociétés africaines en URSS. Il ne fait guère de doute que celles-ci se trouvent aujourd'hui à un tournant. Depuis

(\*) Sociologue à l'ORSTOM.

avril 1985 s'est installé dans le pays un climat de réévaluation critique, de restructuration. La vie intellectuelle, la recherche en particulier, ne sont nullement à l'écart de ce phénomène d'ensemble de rénovation/restructuration — de « perestroïka ». Les sciences sociales se voient assigner un statut inédit. Leur autonomie à l'égard du pouvoir politique est affirmée, cependant que s'accusent les prises de distance avec l'idéologie et avec le matérialisme historique considéré auparavant comme la science du devenir des sociétés. Une mission d'exploration, de prospective, d'invention de réponses nouvelles leur est dévolue. Un « esprit nouveau » imprègne l'approche des phénomènes internationaux. Les dynamiques économiques, sociales, politiques, qui opèrent sur le continent africain font l'objet d'interrogations renouvelées. Les perceptions que s'étaient formé les chercheurs soviétiques sont remises en cause. La récusation des simplifications dogmatiques, des stéréotypes bat son plein. Ce débat, ce réexamen radical conduisent à des formulations parfois hasardeuses, au rejet, sans toujours procéder à un inventaire préalable, des démarches passées, à l'enchevêtrement de thèses contradictoires. S'agissant des pays d'Asie, d'Amérique latine ou d'Afrique, il est des lieux où, plus qu'ailleurs, la réflexion est poussée plus avant : c'est le cas singulièrement de l'Institut d'économie mondiale (IMEMO) ou de l'Institut d'Orient. Par comparaison, la démarche de l'Institut d'Afrique peut sembler bien prudente, bien timide. Mais comment serait-il totalement épargné par un mouvement qui, tout en posant en termes nouveaux les rapports de la société soviétique avec les autres formations sociales, incite l'ensemble des chercheurs en sciences sociales d'URSS à repenser leurs méthodes, à déplacer leur regard vers de nouveaux objets, à redéployer leurs problématiques ? (1)

(1) L'auteur de cet article a eu, à Moscou, des rencontres de travail avec les responsables et chercheurs de l'Institut d'Afrique en juin 1974 et en novembre 1983. Il a participé, en novembre 1978, puis en novembre 1983, à des séminaires de recherche à l'IMEMO, à Moscou. Il a effectué, en juillet 1988, un voyage d'études à Moscou et à Leningrad sur le renouveau de la vie intellectuelle en Union soviétique. A diverses reprises (1984, 1986, 1987), il a eu des entretiens, à l'ORSTOM, à Paris, avec des responsables et chercheurs de l'Institut d'Afrique. Il a pu avoir, en juillet 1988, une longue entrevue avec le directeur de l'Institut d'Orient, M. Kapitsa.

## Le moment fondateur

Il existe une « préhistoire » des recherches africaines en Union soviétique ; elle correspond à une période, ponctuée de phases différenciées, où ces recherches n'ont pas encore acquis leur autonomie et ne disposent pas d'un centre d'impulsion clairement identifié.

Dans la Russie tsariste s'était constitué un embryon de tradition africaniste. Celle-ci remonte, au XVIII<sup>e</sup> siècle, aux voyageurs russes qui parcourent certaines parties du Continent (Maghreb, Machrek, Éthiopie), recueillant les informations les plus diverses (de la botanique à la linguistique), rassemblant des objets de collection, ramassant livres et manuscrits. L'Afrique ne se trouvait pas dans l'axe cardinal d'expansion de l'Empire russe. L'attention se focalisa sur quelques pays et régions : la vallée du Nil, l'Afrique méditerranéenne, l'Éthiopie. Quelques disciplines furent privilégiées à partir de ces premiers éléments de connaissance : la linguistique, l'ethnographie, l'histoire.

Avec la révolution de 1917 s'ouvrit une phase où les conditions de la démarche de connaissance en direction des sociétés africaines se modifia sensiblement. L'intérêt se porta surtout sur les dynamiques sociales et politiques à l'œuvre parmi les peuples colonisés ou dépendants. Les questions africaines sont considérées comme des expressions particulières, voire secondaires, d'un problème plus large, celui du devenir des peuples de l'Orient. La recherche participe foncièrement d'une intention politique : explorer les modalités d'alliance entre le mouvement révolutionnaire à assise ouvrière et le « mouvement de libération des peuples d'Orient ». Le regard se porte avant tout sur la Chine, l'Asie du Sud-Est, l'Inde, l'Iran, le Proche-Orient. La marginalité de l'Afrique est encore renforcée par la politique des puissances coloniales qui consiste à soustraire le continent aux influences extérieures. Dans la période de formation de la III<sup>e</sup> Internationale, deux partis communistes seulement de cette région du monde — PC d'Afrique du Sud, PC égyptien — demanderont leur affiliation (2). L'étude du monde colonisé ou dépendant — « l'Orient » — fait partie intégrante de la politique extrême de l'URSS.

(2) VARIN (J.). — « Naissance et essor du mouvement révolutionnaire en Afrique (1920-1960) ». — *Recherches internationales*, (10), oct.-nov. 1983.

Des institutions spécialisées se constituent afin d'y participer. L'Académie socialiste des sciences sociales voit le jour en 1918 — elle disparaîtra en 1936. En son sein se crée, en 1922, l'Association des orientalistes marxistes. En 1925 est fondé l'Institut d'économie mondiale et des politiques mondiales sous l'impulsion de Nicolas Bukharin et Eugène Varga. Un département d'étude des problèmes coloniaux y fonctionnera, avant d'être voué au dépérissement au milieu des années 30. L'Académie des sciences prend l'initiative, en 1930, d'ouvrir l'Institut d'Orient. Un autre lieu de recherche est l'université communiste des travailleurs de l'Orient (KUTV), fondée en 1921. I. Potekhin, A. Zusmanovitch, E. Sik participeront à ses activités. Le secrétariat et le bureau de la III<sup>e</sup> Internationale constituent également un point de contacts, d'échanges, de collecte d'éléments d'information. L'Afrique australe, l'Afrique méditerranéenne, l'Éthiopie représentent les terrains privilégiés d'investigation (3). Significatif de la production africaniste de cette période, est l'ouvrage que publièrent en commun, en 1933, A.T. Nzula, I. Potekhin, A.Z. Zusmanovitch sur le travail forcé dans l'Afrique coloniale (4).

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, l'Institut d'économie mondiale est fermé à la suite de la condamnation, en 1946, des thèses de Varga sur l'impérialisme. L'Institut d'ethnographie de Leningrad devient le point de ralliement des africanistes, l'accent étant placé essentiellement sur l'histoire, les études linguistiques, les observations ethnographiques. D.A. Olderogge, I. Potekhin, S. Smimov se retrouvent dans ce cadre. En 1950, un département d'histoire et d'économie des pays d'Afrique du Nord s'ouvre à l'Institut d'Orient avec pour responsable E.A. Belaïev. En 1956, I. Potekhin s'y verra confier la direction d'un département africain (5).

(3) Un numéro spécial de la revue *Présence Africaine* offre une image précise de cette « préhistoire » des études africaines en URSS : *Présence africaine : des africanistes russes parlent de l'Afrique*. — Paris : P.A., 1960.

(4) NZULA (A.T.), POTEKHIN (I.I.), ZUSMANOVITCH (A.Z.). — *Forced Labour in Colonial Africa*. — London : Zed, 1979.

(5) CHELLI (M.). — « L'évolution historique de l'organisation des recherches sur l'Afrique en Union soviétique ». — *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 8 (1), janv. 1977.

Le xx<sup>e</sup> congrès du PCUS marqua un véritable tournant. Celui-ci s'était amorcé, dès 1953, au lendemain de la mort de Staline, par un renouvellement de l'approche des phénomènes d'accès à la souveraineté nationale des pays d'Asie et du Moyen-Orient. Les évolutions en Inde — non-alignement et nationalisme économique — et en Égypte — révolution nassérienne — avaient bousculé les classifications préétablies entre camps d'appartenance rivaux. En retard sur le mouvement du réel, l'effort de connaissance l'était aussi sur les perceptions et les pratiques politiques. A la tribune du xx<sup>e</sup> congrès, A. Mikoyan déplorait la dégénérescence des sciences sociales, notamment en ce qui concernait les sociétés d'Asie et d'Afrique, allant jusqu'à ironiser :

« *L'Académie des sciences a encore, il est vrai, un institut qui s'occupe des problèmes de l'Orient. Mais la seule chose que l'on puisse dire de lui est que si tout l'Orient s'est aujourd'hui réveillé, l'Institut, lui, sommeille encore* ».

Dès 1956, l'IMEMO renaît de ses cendres. S'y développe un dynamique département s'intéressant à l'Afrique et au Proche-Orient. Il faudra cependant attendre le 2 octobre 1959 pour que la décision soit prise de reconnaître la spécificité des études africaines en leur conférant une autonomie institutionnelle.

L'itinéraire de I. Potekhin reflète assez bien ce parcours compliqué qui permet, en définitive, à la recherche scientifique sur les sociétés africaines de se voir reconnaître un statut propre. Né en 1909 dans un village sibérien, il est précipité dans le mouvement de la révolution et doit sa formation de savant, d'érudit, à D.A. Olderogge qui animait l'Institut d'ethnographie de l'université de Leningrad. Dans le début des années 30, il participe au secrétariat de l'Internationale communiste. Il se retrouve, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, à l'Institut de Leningrad, avant de collaborer, après 1956, à l'IMEMO. Son œuvre scientifique est déjà considérable lorsqu'en 1956 il a, pour la première fois, l'occasion de visiter un pays africain, l'Égypte en l'occurrence. L'indépendance du Ghana, en 1957, et l'amitié qu'il entretient avec Nkrumah lui ouvrent les portes d'un nouveau terrain, en même temps qu'elles le mettent concrètement en contact avec les mutations contemporaines de l'Afrique. Ayant assisté à la Première conférence des peuples africains, à Accra, en décembre 1958, Potekhin dégagé quelques pistes de réflexion pour la recherche africaniste,

la priorité selon lui devant aller à l'étude de la chefferie et des institutions politiques traditionnelles, à la fragmentation sociale résultant des rivalités entre missions chrétiennes, au divorce existant entre les configurations ethniques et les frontières territoriales des nouveaux États africains.

Les travaux d'africanistes soviétiques présentés dans le numéro spécial de *Présence africaine* de 1960 donnent la mesure de l'intérêt et des limites de cette production scientifique pétrie d'érudition, fondée sur le traitement et l'interprétation de documents de sources multiples, sans relation directe, vécue avec le milieu social. On est quelque peu surpris, dans ces conditions d'éloignement des terrains, de la qualité et de la pertinence de nombre d'analyses, celles en particulier de I. Potekhin sur le passé des peuples d'Afrique orientale, celles de A.B. Davidson sur les populations d'Afrique australe notamment. Alors que les empires coloniaux se disloquent, que l'anthropologie sociale britannique, et l'ethnologie française s'interrogent sur la validité de leurs démarches, qu'émerge une école d'historiens africains, l'intervention des spécialistes soviétiques apporte un regard neuf, non conventionnel — même s'il n'est pas exempt de schématisation — sur les dynamiques internes des sociétés africaines (6).

La fondation de l'Institut contribue à sortir l'africanisme soviétique de la « préhistoire » en lui conférant un statut officiel, une autonomie reconnue : l'accent est placé sur les conditions de la formation des nations en Afrique ; les modalités du développement économique dans le continent deviennent un objet d'étude ; l'attention se focalise sur une « sociologie actuelle » de la transition postcoloniale. Telle est du moins l'ambition affichée. Moment fondateur, l'institutionnalisation de l'africanisme en Union soviétique semble offrir des possibilités accrues. Elle ne signifie pas une rupture avec les approches qui, bon an mal an, avaient permis l'émergence d'une petite communauté de chercheurs spécialisés sur l'Afrique. Cet héritage, évidemment, comporte un actif, comme un passif. L'attention à la dimension historique, culturelle des phénomènes ne se démentit pas. Le souci d'interprétation, d'élaboration, de lecture critique de matériaux existants, de collecte documentaire,

d'érudition se perpétue. La distance par rapport au terrain n'est comblée que très partiellement. Si dans le domaine de l'économie politique, on peut observer de sensibles déplacements des méthodes d'analyse et des angles de vision, l'observation sociologique reste rudimentaire. Pour ne pas parler de la préférence persistante pour l'« ethnographie » au détriment de l'approche anthropologique. Enfin, ce qui fut l'un des traits des avatars de la recherche orientaliste, et plus largement des sciences sociales, au cours de la période précédente, à savoir une sensibilité extrême aux fluctuations politiques internes — qui se traduit, par exemple, par le reflux des sciences sociales au milieu des années 30, par leur reconnaissance sélective, encadrée, au lendemain de la deuxième guerre mondiale — n'a pas disparu avec l'officialisation d'institutions scientifiques plus spécialisées dans tel ou tel domaine de la recherche.

### Structures, orientations, activités

A la veille de la création de l'Institut d'Afrique, I. Potekhin dressa un constat fort lucide de l'état des recherches africaines en Union soviétique dont il fut, avec Olderogge, l'un des pionniers (7). Il constate l'exiguïté du collectif de savants soviétiques qui s'intéressent à l'Afrique, la plupart étant des chercheurs débutants. L'inexpérience du terrain lui paraît un handicap plus important encore : pour sa part, il a pu effectuer de brefs séjours en Égypte (1956), en Tunisie (1958), en Éthiopie, le Ghana s'ouvrant alors à lui comme un terrain nouveau ; S.R. Smirnov peut séjourner au Soudan (1958) et M.V. Rait en Éthiopie. L'obstacle majeur reste que « pour étudier les problèmes africains, les spécialistes soviétiques doivent se baser sur les matériaux rassemblés et publiés par leurs collègues d'Europe occidentale et d'Amérique ». Il en résulte, ajoute Potekhin, que : « Ceci restreint le choix de leur sujet et les place dans une position assez difficile. Ils tâchent toutefois de reconsidérer ces matériaux, de les évaluer d'après leur propre

(7) INSTITUT D'AFRIQUE. — *Les problèmes des études africaines en URSS (1959-1974)*. — Moscou : Institut d'Afrique, 1975.

(6) *Op. cit.*

point de vue et de construire ainsi leurs conceptions scientifiques » (8)

Dès le départ, l'Académie des sciences fixe à l'Institut des objectifs bien précis. Ses priorités iront à l'étude des mouvements de libération nationaux, à celle des formes sociales (classes ouvrières, paysanneries), aux formes de transition postcoloniale, aux contradictions entre puissances impérialistes et au renouvellement des formes extérieures de domination (9).

Avec ses 200 chercheurs, ses nombreuses publications et ses moyens importants, l'Institut d'Afrique représente un potentiel de recherche non négligeable. En même temps que d'une initiative scientifique, sa création résulte d'une exigence politique. Il s'agissait d'éclairer la politique extérieure soviétique vis-à-vis d'un continent qui se dégageait rapidement de la domination coloniale directe et accédait, territoire après territoire, à la souveraineté internationale. Ceci apparaissait d'autant plus important et urgent que les relations entretenues par l'URSS avec ces pays restaient embryonnaires. Le champ d'observation ouvert était immense : il importait tout à la fois de percevoir les évolutions dans les pays encore sous emprise coloniale ou raciale (Afrique australe en particulier) et de réfléchir sur le devenir des nouveaux États.

De sa double filiation — scientifique, politique —, l'Institut ne s'est jamais totalement dégagé. Subsista une sorte de tutelle, de primat du politique dans le choix des objets prioritaires, dans la construction des problématiques. La structure même de l'institution en témoigne : l'un des axes de l'activité vise à la publication de monographies touchant à tous les aspects de la vie nationale d'un pays particulier (histoire, institutions, culture, économie). Un second déploie des recherches thématiques.

La fonction d'éclairage de la politique extérieure de l'État soviétique en direction du continent africain explique la part considérable qui est faite à l'analyse du comportement international des gouvernements établis, des alliances extérieures qu'ils nouent, des domi-

nations qu'ils subissent, à leur recherche de formes de coopération régionales, et plus particulièrement à l'activité de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Elle semble justifier, également, la place accordée à l'étude des métamorphoses des stratégies des États occidentaux, aux rivalités qui les opposent, à l'apparition de formes renouvelées de domination à travers, plus spécialement, l'examen du phénomène néo-colonial.

Par ailleurs, l'une des missions assignées à l'Institut est de fournir des éléments sur les modalités de coopération économique, technique, culturelle entre l'Union soviétique et les pays d'Afrique. Cela a conduit à une série d'études économiques sectorielles, puis à l'analyse de l'environnement financier et commercial.

L'Afrique australe constituant l'un des lieux critiques d'affrontement et de conflit, un nombre notable d'études se focalise sur le cône sud du continent.

Un autre aspect de l'activité de l'Institut est le développement des relations scientifiques avec les institutions spécialisées dans les études africaines, en Afrique en premier lieu, dans les pays socialistes et les pays occidentaux également. La forme la plus couramment retenue est l'organisation de séminaires, de tables rondes. Cela peut, par ce moyen, aboutir à des résultats intéressants, comme ce fut le cas pour la rencontre de spécialistes en sciences sociales soviétiques et nigériens. La formule comporte cependant des limites car elle se traduit par des initiatives ponctuelles, sans lendemain. D'autant plus que l'exploration en commun des problématiques scientifiques, la mise au point de programmes de recherche convergents ou conjoints ne sont guère poursuivis. En outre, les thèmes de rencontres restent souvent fort généraux.

Faire connaître les réalités de l'Afrique, diffuser les réflexions des chercheurs soviétiques sur les sociétés et les États africains représente un autre volet de l'activité de l'Institut. Celui-ci partage avec l'Institut d'Orient les pages d'une revue bimestrielle, *Peuples d'Asie et d'Afrique*. De nombreux ouvrages à caractère scientifique ou à intention de vulgarisation sont publiés par des maisons d'édition en russe et également en anglais, en français, en arabe... Il existe un décalage entre la considérable production de « littérature

(8) POTEKHIN (I.). — « Etudes africaines en Union soviétique », in *Présence africaine*: Des africanistes russes..., *op. cit.*, p. 13.

(9) INSTITUT D'AFRIQUE. — *Les problèmes des études africaines...* — *op. cit.*, p. 16.

grise » (rapports, notes de travail, documents ronéotés) et les publications, plus rares, de livres, lesquels revêtent parfois un caractère plus officiel, plus stéréotypé. De même, l'écart est sensible entre les textes, fort nombreux, en langue russe (articles, comptes rendus de rencontres, de séminaires, notes de lecture) qui font une large part aux interrogations, aux hypothèses, et les documents faisant l'objet d'une édition en langue étrangère, au contenu souvent plus schématique. L'économie, la géographie, la science politique, la sociologie constituent les disciplines les plus fortement représentées.

### Thèmes et variation

Dans la vie de l'Institut, il est possible de discerner trois séquences assez nettement différenciées. Les glissements de l'une à l'autre tiennent moins à un renouvellement fondamental des approches ou des méthodes qu'à un déplacement de la recherche vers des thèmes et des objets nouveaux. A chaque séquence est attachée la personnalité d'un directeur. Ivan Potekhin présida aux destinées de l'Institut jusqu'à sa mort, en 1964. Un spécialiste de l'économie lui succéda jusqu'en 1977, V.G. Solodovnikov. Il sera remplacé à cette date par Anatoly Gromyko qui, jusqu'à ce jour, assume la direction. Les séquences correspondent chacune à un moment distinct des indépendances et des évolutions africaines. Les vicissitudes politiques, les aléas conjoncturels ont fortement influencé les tournants dans les programmes et l'apparition de nouveaux types d'interrogation.

Pour sensibles qu'ils fussent, les inflexions ne doivent pas masquer les éléments de permanence, de continuité : l'histoire et l'analyse des mouvements de libération nationaux ont toujours constitué un thème privilégié. L'examen des stratégies occidentales vis-à-vis du continent africain est une constante préoccupation. L'analyse du mouvement des forces productives, des différenciations sociales de la formation des nations et des classes retiennent fortement l'attention des africanistes soviétiques.

La première séquence correspond à la première génération des indépendances africaines. Elle coïncide aussi avec la première vague des socialismes en Afrique, avec les choix faits par la Guinée, le Ghana, l'Égypte, l'Algérie.

Deux débats occupent une très large place : celui qui se focalise autour de la formation des nations en Afrique, celui qui se noue autour de la question du socialisme africain. Les approches économiques sont privilégiées, avec une insistance particulière sur ce qui est qualifié alors de « *voie non capitaliste de développement* ». La problématique du néocolonialisme est largement explorée. Un numéro spécial de la revue *Recherches internationales* intitulé « Afrique 1961 » donne un bon aperçu des approches marxistes des réalités africaines durant cette période (10). Les discussions qui se développent en 1963-1964 sur la fluidité des classes sociales (G. Mirskii), sur les procès d'urbanisation ; (V. Jordanskii), sur la petite bourgeoisie des villes (N. Savelev), ont pour théâtre principal l'IMEMO qui, dans ses interrogations et réflexions, dans ses débats théoriques, paraît plus hardi, plus inventif, plus créatif (11). Ceci étant, les chercheurs de l'Institut, dans le sillage de Potekhin, déploient des problématiques qui, si elles souffrent parfois d'un certain schématisme, n'en retiennent pas moins l'attention des cercles spécialisés.

La seconde séquence (1964-1976) correspond à un mouvement de blocage des indépendances, d'instabilité politique, de dépendance renouvelée, de reflux et d'échecs des premières expériences du socialisme africain et de regain, à partir des années 70, des confrontations politiques. Elle s'identifie à la radicalisation, en Afrique australe, dans les colonies portugaises, des luttes de libération. Avec la crise du néocolonialisme s'installe une relation heurtée, contestée avec l'Occident. En 1972, les anciens rapports de coopération noués au moment des indépendances s'effritent. Des bouleversements interviennent dans plusieurs pays (Bénin, Madagascar), avec un renversement des pouvoirs établis. Le FRELIMO au Mozambique, le MPLA en Angola, le PAIGC (12) en Guinée-Bissau accèdent au pouvoir étatique. Le régime monarchique et féodal est évincé en Éthiopie. Une nouvelle

(10) « Afrique 1961 ». — *Recherches internationales*, (22), 1960.

(11) VALKENIER (E.K.). — "Recent Trends in Soviet Research in Developing Countries". — *World politics*, 20 (4), July 1968.

(12) FRELIMO : Front de libération du Mozambique ; MPLA : Mouvement populaire de libération de l'Angola ; PAIGC : Parti africain de la Guinée Bissau et des îles du Cap-Vert.

génération de socialismes africains apparaît. Les expériences se réclamant du socialisme sont conduites dans un contexte de conflits armés, dans un environnement international marqué par les affrontements entre blocs, entre systèmes sociaux. L'attention de l'Institut se porte sur les problèmes agraires. Une problématique semble dominer : celle de l'orientation socialiste. C'est à travers ce prisme que les évolutions politiques sont appréhendées. La fragilité de cette construction théorique a pour effet d'occulter les dynamiques internes réelles, les types de transition à l'œuvre. Il en résulte nombre d'illusions, les études africaines se trouvant influencées par un certain volontarisme politique.

La troisième séquence (1976-1986) est plus confuse, plus complexe. L'impératif politique, l'intention idéologique dominent les recherches. De nouveaux champs empiriques sont investis : comptabilité nationale, analyses sectorielles, évaluation du secteur public et de son efficacité, étude du secteur informel de l'économie.

En 1986, une nouvelle période semble désormais s'amorcer sans que l'Institut d'Afrique se tienne réellement à la pointe des débats.

### Perspectives

Il est peut-être prématuré de se prononcer sur ce que seront, dans la période à venir, les nouvelles lignes de force de l'africanisme en

Union soviétique. Toutefois, un certain nombre d'évolutions, extérieures souvent à l'Institut, ne sauraient être sans incidence directe sur la réorientation prévisible de ses activités.

Avec ce qui est qualifié de « nouvelle mentalité » dans les relations internationales, on assiste à ce qu'il est convenu d'appeler une « désidéologisation » de l'approche des rapports inter-étatiques. Les spécialistes soviétiques se montrent de plus en plus désabusés par rapport aux évolutions africaines. Leurs regards se portent plus volontiers vers l'Asie du Sud-Est et l'Amérique latine. La notion de « pays à orientation socialiste » se voit ouvertement remise en cause. Des interrogations se font jour sur la pertinence des politiques de coopération conduites par le passé.

Un autre facteur majeur de renouvellement est l'intense débat qui traverse aujourd'hui les sciences sociales. Celles-ci prennent leur distance avec l'idéologie. Elles tournent leur regard vers les acteurs sociaux, vers la vie réelle. L'ethnographie soviétique est elle-même dans une phase de réévaluation critique : elle remet en cause ses choix passés qui voyaient dans les formes sociales traditionnelles de simples survivances. Appel est fait à de véritables recherches de terrain. Ainsi, les deux lacunes majeures de l'africanisme soviétique — les études de terrain, le recours à l'anthropologie — se verront-elles peut-être comblées prochainement.

## *Zones franches industrielles d'exportation : solution ou illusion ?*

par Jean-Pierre BARBIER\*

Au cours des derniers mois de l'année 1989, les responsables de l'aide au développement américaine : US AID (Agence américaine pour le développement international) et OPIC (Corporation des investissements privés à l'étranger) ont formulé l'idée de relancer des projets de zones franches en Afrique et plus particu-

lièrement sur deux sites qui font actuellement l'objet d'études en ce sens : Lomé au Togo et Douala au Cameroun. Jusqu'alors, en Afrique noire seule existait, pour ne pas dire subsistait tant bien que mal, la zone franche de Dakar, créée en 1974 tandis que des pays comme la Côte-d'Ivoire, avec l'île Boulay ou le Zaïre, avec la zone franche d'Inga nourrissent depuis des décennies de tels projets sans leur avoir donné suite. Par souci d'exhaustivité, il faut signaler l'existence de régimes s'assimilant aux

\* Fondé de pouvoir à la Caisse centrale de coopération économique.

F1  
5

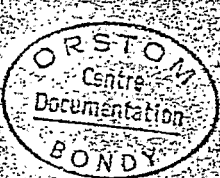


# AFRIQUE CONTEMPORAINE

**Transports  
et développement au Zaïre**

**Le conflit au Soudan  
hier et aujourd'hui**

**La normalisation  
Côte-d'Ivoire/Israël**



21 MARS 1990

PS143/2